

## VIII – CONCLUSION

En Juin 2015, Madame Corinne Lepage, missionnée par la ministre de l'Ecologie, a remis à celle-ci un rapport de 140 pages intitulé *L'économie du Nouveau Monde*, préparé par un groupe qu'elle a créé et présidé. A la page 25 de ce rapport on lit : « en 2014 l'énergie solaire représente 10% de l'électricité du monde ». En réalité, selon les chiffres de l'Agence Internationale de l'Energie, la part du solaire dans l'électricité était en 2012 de 0,4% (elle a pu très légèrement augmenter entre 2012 et 2014). Cette grossière surestimation n'est pas anodine. Elle frappe d'abord par son ampleur : un facteur de 25. Dire que le solaire représente 10% de l'électricité mondiale est comme dire que le salaire moyen français (2.160 euros par mois en 2015) est proche de 50.000 euros par mois. Ensuite il ne s'agit pas d'une erreur lâchée dans le feu d'une discussion, comme chacun peut en commettre, mais bien d'une phrase écrite, pensée, relue, contrôlée, qui exprime ce que croient vraiment ses auteurs. Troisièmement, l'auteure principale et signataire n'est pas n'importe qui en France: Madame Lepage, qui a été ministre de l'Environnement, est considérée comme une autorité en matière de climat et de l'énergie, et très fréquemment interrogée en tant que telle dans les médias français. Quatrièmement, le rapport cité est le produit d'un groupe de 27 spécialistes (ou soi-disant tels), assistés par les fonctionnaires du ministère de l'Ecologie, qui en ont tous relu et approuvé le texte ; la grossière erreur évoquée ici n'est donc le fait de la seule Madame Lepage, elle est ce que croient et font croire des dizaines d'acteurs officiels du domaine. Aucun « climatologue » ne l'a relevée. Enfin, le texte qui la contient est explicitement adressé à la ministre actuelle de l'Ecologie, Madame Ségolène Royal, qui n'a pas à vérifier les rapports de ses services et de ses consultants, qui sera donc sans doute persuadée que le solaire produit bien 10% de l'électricité du monde, et qui risque de prendre des décisions sur des bases totalement erronées.

Cette bourde hénaurme n'est donc pas un incident mineur sans signification. Elle est au contraire représentative. De ce que pensent les élites sur le thème du climat et de l'énergie. Du fossé qui sépare leurs rêves des réalités. De leur méconnaissance du monde tel qu'il est. De leur mépris même pour la connaissance, les faits, les chiffres et la raison.

---

Retrouve-t-on ce grand écart dans beaucoup d'autres domaines de la vie publique, comme l'éducation, la santé, l'économie, la sécurité ou la mobilité ? En partie, peut-être, mais probablement pas au même degré. On imagine mal dans ces domaines des contre-vérités de calibre Lepage circulant sans être contredites. Le champ du climat (et de l'énergie qui lui est intimement associé) apparaît particulièrement fertile pour les mauvaises herbes de la déraison. Ce petit livre a cherché à savoir pourquoi et comment on en est arrivé à ce degré zéro du bon sens. La réponse proposée est la suivante : on est passé d'une science fragile, la science du climat, à une idéologie dangereuse, le réchauffisme.

### *Une science fragile*

A n'en pas douter, le réchauffement de la planète existe. Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, la température moyenne a augmenté d'environ 0,7°C. La notion de température moyenne n'est pas une notion simple, mais une notion construite, reposant sur des mesures imparfaites et des agrégations conventionnelles, qui appelle donc la prudence. Cependant, les doutes et les incertitudes sur la notion et sa mesure ne remettent pas en cause la réalité de cette augmentation. La fragilité ne porte pas sur le réchauffement, mais sur ses causes, sur son devenir, sur ses conséquences, sur les implications de politique qu'il appelle, et d'abord sur la nature de la science qu'il a suscitée.

*Une science officielle* – Le réchauffement est devenu au cours du dernier demi-siècle un objet scientifique. Mais la « science » qui l'étudie n'est pas une science comme les autres, et l'institution qui la représente, le GIEC, n'a rien à voir avec les sociétés savantes ou les académies qui ont depuis bien longtemps été créées par des chercheurs dans tous les autres domaines, et sont administrées par eux. Le GIEC est une entité créée par des politiques et des organisations des Nations-Unis qui passent commande à des chercheurs, et qui synthétisent leurs rapports. La science du climat, qui est encore dans l'enfance, avait besoin de temps pour murir, et d'indépendance pour se constituer. Elle a au contraire été kidnappée par des politiciens et des idéologues pressés, et intéressés. Il en résulte une science officielle, alignée, figée, c'est-à-dire assez peu scientifique.

*Des causes incertaines* – Si le réchauffement est certain, ses causes le sont moins. La vérité officielle

---

est qu'il n'y en a qu'une : l'accumulation des gaz à effet de serre, et en particulier du CO<sub>2</sub> anthropique. Cette explication est commode car elle désigne un ennemi unique, ce qui convient aux politiciens. Mais elle n'est pas totalement convaincante. Elle s'accommode mal du fait que la température du globe a toujours fluctué, y compris lorsque l'activité humaine rejetait peu ou pas de CO<sub>2</sub>. Tout porte à croire que le réchauffement, comme la plupart des phénomènes naturels et sociaux, a des causes multiples. Le CO<sub>2</sub> peut-être l'une d'entre elles, mais il n'est sûrement pas la seule.

*Des projections impossibles* – L'incertitude qui règne sur les causes rend très difficile la projection des températures. Si le CO<sub>2</sub> est la seule cause, si l'on connaît bien le lien entre concentration de CO<sub>2</sub> et température, si l'on sait prédire l'évolution des rejets de CO<sub>2</sub>, alors il est facile de connaître l'évolution des températures. Mais il faut croire que tous ces « si » ne sont pas présents au rendez-vous, puisque les prédictions faites il y a trente ans pour les températures de 2015 ne s'avèrent pas. En réalité, les chercheurs se focalisent presque exclusivement sur des prédictions pour 2100. Cette préférence pour le très long terme est spécifique à la science du climat : on ne trouve pas l'équivalent en économie ou en médecine ou en biologie (même si on le trouve en astronomie). Elle est un peu paradoxale : les climatologues qui ont du mal à prévoir le temps qu'il fera à la fin de la semaine sont très diserts sur celui qui régnera à la fin du siècle (ils se justifient en disant que les mécanismes en cause ne sont pas les mêmes). Cette préférence pour le très long terme est-elle imposée par les politiques ? Est-elle une protection contre la confrontation des prédictions avec les réalités ? On ne peut pas s'empêcher de penser que la science du climat ne maîtrise pas encore suffisamment l'extrême complexité de la dynamique de long terme des systèmes climatiques pour faire des prévisions crédibles du climat en 2100. La poursuite du réchauffement enregistré au 20<sup>ème</sup> siècle (+0,7°C) va-t-elle se poursuivre ? C'est tout-à-fait possible, peut-être même probable. S'accélérer ? Cela n'est pas inconcevable. S'arrêter, et même se retourner ? On ne peut pas l'exclure absolument.

*Des conséquences inconnues* – L'important n'est d'ailleurs pas tant le réchauffement en soi que les conséquences éventuelles du réchauffement passé (certain) et du réchauffement futur (incertain). Là non plus, la science du climat n'est pas très assurée. Le GIEC lui-même (IPCC 2012, p. 119-120), on l'a dit, reconnaît avoir une « confiance faible » dans l'aggravation observée ou

---

prévue des évènements extrêmes catastrophiques. Les réchauffistes de tout poil ne font pas preuve de cette prudence, et n'hésitent pas à affirmer que tous ces malheurs sont déjà là, en forte augmentation, et causés par le réchauffement anthropique ; et à prédire le pire dans tous les domaines d'ici à 2100. La réalité est que nous connaissons très mal les conséquences d'une éventuelle (et incertaine) augmentation des températures et/ou du CO<sub>2</sub>. Il se peut que les prophètes de malheur soient dans le vrai - après avoir été dans le passé tant de fois dans l'erreur. Il se peut aussi que l'augmentation du CO<sub>2</sub> ait des effets bénéfiques considérables sur la production agricole.

Un article important de la vulgate réchauffiste est que les désastres prévus vont frapper surtout les pays ou régions les plus pauvres de la planète. La base factuelle de cette affirmation est pratiquement inexistante. En fait, les fragiles efforts de régionalisation du réchauffement disponibles suggèrent que celui-ci serait davantage marqué dans les régions tempérées et septentrionales (où sont les pays riches) que dans les régions tropicales et équatoriales (où se trouvent les pays pauvres). Ce qui est sûr, c'est que durant les trente dernières années, au terme d'un siècle de réchauffement, la production agricole des pays pauvres, et tous les indicateurs de niveau de vie, loin de diminuer, ont augmenté plus vite que jamais.

*Des implications chimériques* - Toutes ces spéculations sur l'évolution du climat débouchent sur une préconisation majeure présentée comme un impératif kantien: réduire de moitié les rejets de CO<sub>2</sub> du globe d'ici 2050. Là, nous quittons la science climatique pour la science économique. Celle-ci est sans doute moins fragile que celle-là (peut-être parce qu'elle traite de problèmes un peu moins complexes), mais elle n'est pas très à l'aise non plus avec le très long terme. L'analyse économique suggère cependant deux ou trois points importants.

Le premier correspond à l'hypothèse de dommages certains associés à la température (elle-même fonction des rejets de CO<sub>2</sub>). Elle observe que le coût de réduction des rejets est une fonction de l'ampleur de la réduction. On en déduit un objectif (de température et en même temps de réduction des rejets) tel que le coût total, c'est-à-dire le coût des dommages plus le coût de la réduction, soit minimal. L'objectif doit donc être calculé, et non pas postulé plus ou moins arbitrairement.

Le deuxième prend en compte l'hypothèse d'incertitude des dommages futurs. Ceux-ci seront peut-être inexistantes ; mais ils peuvent aussi être très élevés, presque infinis. C'est sans doute l'hypothèse la plus plausible. Elle est au cœur du rapport Stern. Elle renvoie directement au célèbre pari de Blaise Pascal. Pascal se place dans l'hypothèse où l'on ne peut pas démontrer l'existence de Dieu, mais où l'on doit choisir entre y croire ou pas. Si je choisis de croire en Dieu, je gagne l'infini s'il existe (je vais au paradis), et je ne perds pas grand chose s'il n'existe pas. Si je choisis de ne pas croire en Dieu, je perds tout s'il existe (je vais en enfer), et je ne gagne pas grand chose s'il n'existe pas. Mon intérêt est donc de parier sur l'existence de Dieu. C'est à peu près ce qu'explique Stern pour la politique du climat. Si les scénarios du pire se réalisent (ce qui n'est pas certain mais plausible), la perte pour l'humanité est terrible, et il est raisonnable de payer une prime d'assurance, même très élevée, pour se prémunir contre cette éventualité. En théorie des jeux, cette stratégie, qui consiste à minimiser la perte maximale possible, porte le nom de « minimax ». Le pari de Pascal a été critiqué, en ce qu'il néglige complètement le bénéfice d'une vie de plaisir dans l'hypothèse de la non-croyance en Dieu (et symétriquement le coût de la privation de ces plaisirs dans l'hypothèse de la croyance en Dieu). L'économiste Stern ne néglige pas les coûts de réduction des rejets (le montant de la prime d'assurance), mais il utilise un taux d'actualisation nul pour les comparer avec les dommages futurs (avec leur montant multiplié par leur probabilité de survenance). Le taux d'actualisation nul de Stern a également été critiqué.

Le troisième point concerne les moyens à mettre en œuvre pour atteindre un objectif donné de réduction, quel qu'il soit. Les économistes sont d'accord pour penser que le meilleur moyen (celui qui minimise les coûts) est l'instauration d'une taxe sur le CO<sub>2</sub>, ou, ce qui revient au même du point de vue de l'efficacité, à un marché de droits à acheter du CO<sub>2</sub><sup>1</sup>. A n'importe quel niveau de rejets correspond un niveau de taxe : plus la taxe est élevée, moindre sont les rejets. Sur ce point, les économistes ne sont pas suivis par les politiques, qui préfèrent des contraintes quantitatives, c'est-à-dire systèmes de rationnement, qui permettent sans doute (en théorie)

---

<sup>1</sup> Cette équivalence, qui est classique, échappe totalement au pape François. Dans *Laudato si*, il se montre favorable à une taxe carbone, et violemment opposé à un marché des droits (le mot de marché, qui évoque pour lui le diable, motive son opposition).

---

d'atteindre les mêmes objectifs, mais le font à un coût plus élevé pour la société.

Justifiés ou non, les objectifs des climatologues de réduction des rejets de CO<sub>2</sub> sont inatteignables. Ils impliquent des renversements des tendances si considérables (-50% dans les 35 ans à venir faisant suite à + 50% dans les 22 années passées) qu'une institution spécialisée sérieuse comme l'Agence Internationale de l'Energie les juge totalement irréalistes. Si un arbre se juge à ses fruits, ceux de la prétendue science climatique sont si amers qu'ils appellent un jugement sévère sur l'arbre.

### *Une idéologie dangereuse*

Sur ces fragiles fondations scientifiques, systématiquement biaisées par l'intervention des politiques et des administrations, s'est développé ce que l'on a appelé le réchauffisme. Le mot décrit un phénomène social majeur qui comprend une explication du monde, un principe d'action politique, et des institutions (nationales et internationales). Ce mouvement présente toutes les caractéristiques des idéologies, telles que les définit notamment Hannah Arendt. Il est *monocausal*, construit sur une seule idée très simple : il existe un ennemi unique, le CO<sub>2</sub> rejeté par l'activité humaine, cause unique d'un réchauffement, lui même cause inéluctable de la fin du monde. Il est, ou se veut, « *scientifique* », et cherche la caution de la science, qu'il n'hésite pas à encadrer et à contrôler. Il est *étatique*, c'est-à-dire mobilise toutes les ressources de l'appareil d'Etat, titulaire du monopole de la violence, pour persuader ou imposer ses vues. Il est *révolutionnaire*, et préconise la disparition totale de l'ennemi public numéro un, au prix d'un changement complet des comportements et des mécanismes qui fera apparaître un « homme nouveau » et une « autre » économie. Il est enfin *populaire*, au sens où il entraîne assez une large adhésion de la plupart des activistes, des politiciens, des médias, des religieux, et par voie de conséquence d'un grand nombre de citoyens. Cette idéologie fait écho à la mythique et très ancienne séquence du péché, de la punition, et de la rédemption. L'homme se conduit mal ; Dieu le punit, sur terre en détruisant son habitat ou dans l'au-delà en l'envoyant en enfer ; l'homme, cependant, s'il se repent et se flagelle, pourra être sauvé. Comprendre d'où vient l'idéologie réchauffiste n'empêche pas d'en souligner les dangers. On en évoquera cinq.

*L'éviction des problèmes importants solubles* – Le réchauffisme et sa focalisation sur la lutte contre le CO<sub>2</sub> occupent une place chaque jour plus grande dans le débat, la politique, l'allocation des ressources, aux niveaux nationaux et internationaux. Dans les médias ou dans l'emploi du temps des politiques, le mot « CO<sub>2</sub> » apparaît 100 fois, peut-être 1.000 fois, plus fréquemment que le mot « malaria ». Le premier danger du réchauffisme, c'est d'occulter, de faire passer au second plan, de pousser sur le bord de la route toutes sortes de problèmes graves qui appellent pourtant attention et action. Les économistes appellent « coût d'opportunité » cet effet d'éviction. Les efforts d'identification de ces problèmes ne manquent pas. On en citera deux, parmi d'autres.

Le premier est constitué par les Objectifs du Millénaire pour le Développement. En 2000, les Nations Unies ont identifié huit objectifs prioritaires (déclinés en sous-objectifs) pour 2015: (i) éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; (ii) assurer l'éducation primaire pour tous ; (iii) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; (iv) réduire la mortalité des enfants ; (v) améliorer la santé maternelle ; (vi) combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies ; (vii) assurer un environnement durable ; (viii) assurer un partenariat mondial pour le développement. La lutte contre le CO<sub>2</sub> ne figure pas dans cette liste ; les sous-objectifs du « développement durable » concernent la lutte contre la déforestation, la protection de la biodiversité, la fourniture d'eau potable et d'assainissement, la lutte contre les taudis. Les objectifs du Millénaire sont clairs, chiffrables, concrets, et atteignables. Le rapport publié en 2014 par les Nations Unies montre qu'ils ont été partiellement atteints. Il montre aussi que beaucoup reste à faire. Abandonner tout cela pour se consacrer prioritairement à la lutte contre le CO<sub>2</sub>, c'est lâcher la proie pour l'ombre.

Le deuxième est ce qu'on appelle le Consensus de Copenhague. En 2004, Bjorn Lomborg, un statisticien danois, a réuni un petit nombre d'experts afin de définir des « priorités pour faire avancer le bien-être ». Ses experts étaient d'une indiscutable qualité : la moitié d'entre eux étaient des prix Nobel – pas de la Paix, mais d'Economie. Ces experts ont identifié une vingtaine de domaines assez précis dans lesquels des dépenses bien identifiées et chiffrées pouvaient obtenir des résultats, également identifiés et chiffrés. L'exercice a été répété en 2008 et en 2012 « à cause des changements rapides dans l'état des connaissances sur les défis et les solutions ». A titre d'exemple, les cinq premières priorités de la

---

liste de 16 priorités établie en 2012 sont : la distribution de vitamines et de sels minéraux aux enfants d'âge pré-scolaire, les subventions aux traitements modernes de la malaria, la généralisation de la vaccination des enfants, la distribution de vermifuges aux écoliers pour améliorer leur santé et leur éducation, la généralisation des traitements contre la tuberculose. Si ces actions sont dans le domaine de la santé (ce n'est pas le cas de toutes les 11 autres), c'est parce que ce sont celles qui présentent le meilleur rapport bénéfices sur coût. Lomborg avait autrefois exprimé des doutes sur les certitudes réchauffistes. C'est la raison pour laquelle ses Consensus, et les priorités qu'ils établissent, ont été violemment attaqués. Aux yeux des réchauffistes, ils ont l'impardonnable inconvénient de suggérer qu'il y a d'autres priorités, plus modestes mais plus réalistes, que la lutte contre les rejets de CO<sub>2</sub>.

*La baisse des niveaux de vie* – L'idéologie réchauffiste va contribuer à la baisse des niveaux de vie. La réduction drastique des rejets de CO<sub>2</sub> voulue par cette idéologie a un coût. Elle est une mesure régressive, en ce que le coût pèse plus (relativement au revenu) pour les pauvres que pour les riches ; et beaucoup plus pour les pays pauvres que pour les pays riches.

Cette baisse du niveau de vie des humains n'est pas un danger aux yeux de tous les réchauffistes. Un certain nombre d'entre eux prônent ouvertement la décroissance. C'est par exemple le cas du pape François, la dernière recrue réchauffiste (François 2015, §193), qui cite avec admiration les propos du patriarche Bartolomé sur la nécessité « de passer de la consommation au sacrifice » (§12).

*Un risque de conflit avec les pays pauvres* – Le réchauffisme est une idéologie de pays riches, qui s'est essentiellement développée aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en dans les pays d'Europe du Nord, en France. La politique réchauffiste est définie par les G8 (ou maintenant G7), où les pays les plus riches de la planète décident pour les autres, sans les consulter, avec l'arrogance de la bonne conscience. Ces attitudes ne peuvent que blesser et irriter les pays pauvres.

Au nom du réchauffisme, ces mêmes pays riches veulent intervenir - et dorénavant interviennent - directement dans la politique de développement des pays pauvres : ils s'opposent à leurs projets de centrales électriques au charbon. Ils le font en refusant de les financer sur fonds publics, en s'opposant aux garanties accordées aux

---



financements privés, et en interdisant aux institutions internationales comme la Banque Mondiale de faire des prêts à cet effet. Comme on l'a vu, dans beaucoup de cas, pas de centrales au charbon signifie pas d'électricité, et partant pas de développement.

A la COP 21, la conférence de Paris sur le climat, les pays riches entendent obtenir des pays pauvres des engagements fermes de diminution des rejets de CO<sub>2</sub>, assortis de vérifications et de contraintes. Ces diminutions, on l'a vu, ne pourraient être obtenues qu'au prix d'un ralentissement ou d'un arrêt de la croissance de ces pays.

Il est facile de prévoir que les pays pauvres vont se rebeller contre ces prétentions extravagantes. En ce qui concerne le financement, ils ont trouvé la parade : la Chine a créé une Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures qui a annoncé qu'elle est prête à financer des centrales à charbon. A la COP 21, les pays pauvres vont refuser de prendre les engagements exigés d'eux. Les pays riches croient pouvoir les acheter avec la promesse d'un transfert de 100 milliards de dollars par an. On imagine l'âpreté des débats sur les critères de l'allocation de ce gros gâteau : entre pays payeurs (au prorata du PIB, la France serait taxée d'un peu moins de 6 milliards par an) d'abord, entre pays payés surtout (combien pour l'Inde ? combien pour le Malawi ?). Au mieux, on aura des promesses de réductions en échange de promesses de dons – des promesses du type de celles qui n'engagent que ceux qui les croient, pas ceux qui les font.

Cet échec – ouvert ou caché, mais assuré – risque malheureusement d'enfoncer un coin entre pays riches et pays pauvres. Après la deuxième guerre mondiale, le Nord a brutalement pris conscience du fossé qui le séparait Sud. Le Sud, pudiquement appelé monde en développement, était caractérisé par la misère, la faim, la malnutrition, les maladies, la mortalité infantile, l'analphabétisme, la saleté, le mépris des femmes. Les livres de Sauvy, qui inventa le vocable « tiers-monde », de Myrdal (*Asian Drama*), de Josue de Castro (*Géopolitique de la faim*), Moussa (*Les Nations Prolétaires*), mirent le projecteur sur ce drame.

Pendant longtemps, le fossé resta profond, effrayant, et il s'élargissait : la production, ou au moins la production par tête, augmentait plus vite dans le Nord que dans le Sud. C'est seulement au cours des trente ou quarante dernières années qu'il a commencé à se combler.

---

En Asie d'abord. En Amérique Latine, avec des hauts et des bas. En Afrique enfin depuis une vingtaine d'années. Dans les années soixante le Sud se développait moins vite que le Nord; au 21<sup>ème</sup> siècle, il se développe plus vite. Avec le développement économique, n'en déplaise aux contempteurs de la croissance, la misère a reculé d'une façon spectaculaire dans les pays pauvres: la mortalité infantile s'est effondrée, l'espérance de vie a bondi, les famines (d'origine agricole, pas celles d'origine militaire, hélas) ont pratiquement disparu, l'analphabétisme a diminué, l'accès à l'eau potable a progressé, etc. Si, comme le disent les réchauffistes, le changement climatique explique tous les événements, alors le changement climatique a eu sur les pays pauvres un impact très positif. Bien entendu, la misère continue de faire des ravages dans le Sud, et même dans le Nord, et il n'est pas question d'arrêter le combat contre la misère. Beaucoup a été fait mais beaucoup reste à faire. Beaucoup est en train d'être fait, et de plus en plus par les pays pauvres eux-mêmes. C'est bien pourquoi il est essentiel de ne pas entraver leurs efforts, de ne pas leur imposer des contraintes qui freineraient ou empêcherait leur développement, et donc leur lutte contre la misère. C'est leur volonté. Ce doit être notre ligne de conduite.

*Un mauvais coup porté à la science* – Une grande partie des progrès constatés dans la lutte contre la misère provient des innovations technologiques, qui sont des fruits de la science, qui repose elle-même sur la raison. L'idéologie réchauffiste fait mauvais ménage avec tout cela. Dans la récente encyclique pontificale, qui est la dernière version du catéchisme réchauffiste, la technologie, ou plus exactement le « paradigme technologique », est présenté (avec et après la finance, il est vrai) comme le grand responsable de tous les maux de la terre. La crédibilité scientifique est une plante très nécessaire, mais très délicate et très fragile. Elle repose sur des règles, des habitudes, des comportements complexes. Elle concilie le respect des hiérarchies établies avec l'ouverture aux opinions nouvelles. Elle y parvient en tenant systématiquement et rigoureusement politiques, idéologues et médias à l'écart des débats et des conclusions. C'est à ce prix qu'elle est respectée par les politiques, les idéologues et les médias, dont le rôle éminent est de s'appuyer sur les acquis toujours fragiles de la science pour définir des politiques.

Ce n'est hélas pas ce que l'on observe dans le cas de la « science du climat ». L'interférence du politique dans ce nouveau domaine est constante, systématique et lourde. Ce sont des ministres et des institutions internationales

(normalement politisées) qui passent commande aux scientifiques des résultats qu'ils souhaitent obtenir. Il en résulte une science à la fois officielle et figée - deux caractéristiques totalement a-scientifiques ou anti-scientifiques qui en font au mieux une demi-science. Les climatologues eux-mêmes attendent leur légitimité des politiques et des idéologues : nous avons raison parce que le ministre répète nos propos. Le comble du ridicule est atteint avec la référence (faut-il dire la révérence ?) au « soutien » qu'apporte l'encyclique du pape François aux thèses réchauffistes. L'approbation du successeur d'Urbain VIII est présentée et perçue comme une preuve de scientificité !

Cette perte de crédibilité et d'autorité de la science causée par le réchauffisme explique et entraîne toutes les dérives que l'on a signalées. Le président de la République peut bien affirmer que les tsunamis sont causés par le réchauffement climatique; Madame Lepage peut bien multiplier par 24 la part de l'électricité solaire dans l'électricité mondiale. Il n'y a plus de juges de paix pour signaler l'erreur, ni de citoyens pour la déplorer. Les « climatologues », si tant est qu'ils la voient, choisissent de se taire, afin de protéger la crédibilité de ce qui est devenu une idéologie.

Cette critique du réchauffisme, de ses excès et de ses dangers, ne résout pas le problème du réchauffement. La température du globe a augmenté, elle peut continuer à augmenter ; que faire ?

*Primum non nocere*, d'abord ne pas nuire, comme le demande le serment d'Hippocrate. Ne pas s'engager dans des contraintes et des dépenses qui freineraient ou empêcheraient la croissance ou *a fortiori* entraîneraient la décroissance. Rien n'indique que la maison commune soit en feu, contrairement à ce que déclament tous ceux qui veulent jouer les pompiers avec casques, bottes et uniformes. La pause dans les températures depuis 18ans ans nous donne le temps de l'analyse et de la réflexion.

Deuxièmement, multiplier les études et les analyses sans parti pris, pour essayer de réduire les incertitudes considérables qui subsistent sur les causes, les mécanismes, les interactions, les responsabilités, le champ des actions. Là comme toujours et comme ailleurs, c'est la science, la vraie - pas les catéchismes - qui fournira les bases d'une éventuelle action.

Troisièmement, intensifier les recherches sur les innovations technologiques envisageables. La capture et le

stockage du carbone deviendront peut-être opérationnels. Les recherches engagées depuis tant d'années sur le stockage de l'électricité aboutiront peut-être enfin, changeant radicalement la donne pour les renouvelables intermittents. De nouveaux matériaux peuvent apparaître, qui permettront d'améliorer la productivité en énergie. Les nanotechnologies ou les biotechniques nous réservent peut-être des surprises. La baisse de la consommation de carburant des véhicules automobiles va encore progresser, ce qui est sûrement moins flamboyant et révolutionnaire que leur élimination, mais probablement plus efficace. Comme toujours depuis plus d'un siècle, ce sont des innovations technologiques qui résoudront le problème des rejets de CO<sub>2</sub> s'il a vraiment besoin d'être résolu.

Quatrièmement, si l'on tient absolument à payer une prime d'assurance pour se protéger d'un éventuel désastre, on pourrait peut-être essayer d'introduire une modeste taxe carbone, qui donnerait une incitation supplémentaire aux économies et aux innovations. Encore faudrait-il qu'elle ne s'ajoute pas aux taxes carbones qui existent déjà (comme par exemple la TICPE qui impose le CO<sub>2</sub> de l'essence à 310 euros la tonne et le CO<sub>2</sub> du diesel à 200 euros la tonne) ; qu'elle se substitue à un autre impôt, comme les taxes sur les salaires par exemple ; et qu'elle soit établie dans tous les pays. Mais il faut bien avoir conscience qu'une telle taxe serait régressive.

Laissons le dernier mot au grand Cervantes, qui en dit plus sur l'idéologie et ses ravages que beaucoup de sociologues et de philosophes. Les réchauffistes aiment à se prendre pour des Don Quichottes. Ils le sont en effet, mais pas au sens où ils l'entendent. S'ils avaient mieux lu Cervantes ils sauraient que celui-ci ne présente pas du tout son héros comme un modèle à imiter, mais au contraire comme un repoussoir à fuir. Don Quichotte est l'archétype de l'idéologue. Il a la tête farcie de mille histoires de chevalerie médiévale, et ce fatras l'empêche de voir les choses comme elles sont. Il regarde des moulins à vent (des éoliennes en somme), et imagine des brigands à combattre. Il trouve un plat à barbe, et le prend pour un heaume de chevalier. Une pute entre dans la soupente où il dort, il croit qu'une grande dame s'approche. Ses mirages lui valent systématiquement déconvenues et coups de bâton, ce qui constitue un inépuisable ressort comique du roman. Mais telle est la force de l'idéologie que les déconvenues qu'il éprouve et les coups qu'il reçoit ne lui apprennent jamais rien ; ils sont pour Don Quichotte autant de preuves de la réalité de ses billevesées, ce qui est un autre ressort comique du livre. Don Quichotte n'est pas antipathique, et pas sot, mais il est emporté, ravi à lui-

même, par son idéologie comme par une maladie. Il n'est pas un homme de pouvoir, et ses lubies ne font guère de mal qu'à lui-même, ainsi qu'à son valet Sancho Panza qui incarne le bon sens, mais finit malgré tout par se laisser contaminer par la folie de son maître. Don Quichotte est aussi un homme seul, et ses compagnons de rencontre, aubergistes ou princes, ne prennent pas ses certitudes au sérieux, et se rient de lui en catimini. On ne saurait en dire autant de nos Don Quichotte d'aujourd'hui : ils sont hélas innombrables, et puissants. Peut-être en allait-il déjà ainsi dans l'Espagne de 1600, et Cervantes visait-il par ricochet des idéologues plus dangereux que son ridicule héros. Dans la tombe où il se retourne depuis tout juste 400 ans, il doit bien rire en voyant ceux qui se flattent de prendre son Don Quichotte comme modèle.